

Au cœur de l'agriculture argentine, les agrochimiques font des dégâts

L'Argentine de Javier Milei est championne du monde de l'usage de pesticides en moyenne par habitant et par an. Ses petits producteurs, près de La Plata, en sont à la fois dépendants et victimes. Avec l'accord UE-Mercosur signé par Ursula von der Leyen vendredi, l'Europe ouvre ses portes à une agriculture bien loin de ses normes.



REPORTAGE

BENOIT DREVET
CORRESPONDANT À LA PLATA

Les chaussures s'enfoncent dans la boue, noire, de la couleur de cette terre réputée fertile que l'on trouve dans la ceinture horticole rioplatense. C'est d'ici que proviennent une majorité des légumes destinés aux marchés de Buenos Aires situés à une heure de route. Nous sommes à Lisandro Olmos, à moins de dix kilomètres au sud de La Plata, dans la pampa. Aide Zenteno, une productrice de légumes de 45 ans, et son compagnon Ronald Calles, 47 ans, y louent leur terrain agricole d'un hectare depuis quelques mois. Des bouteilles de paraquat, un herbicide agrochimique, sont suspendues dans un filet accroché à une branche d'arbre.

Comme tous les petits producteurs du coin, ce couple de Boliviens a recours à des produits agrochimiques pour assurer un rendement optimal et faire face à leurs charges. « Entre le loyer, l'eau et l'électricité, on n'a quasiment pas de marges », raconte Ronald, dont la chemise grise salie et usée reflète la difficulté de son travail dans les champs.

Les producteurs, premières victimes

« Bien sûr qu'on ne veut pas mettre du poison dans la nourriture car nous la consomons avec nos trois enfants », assure Aide. « Mais que pouvons-nous faire d'autre ? », demande son compagnon, qui assure utiliser le strict minimum d'agrochimiques. Ronald a conscience des dangers de l'épandage, il en a été victime. « J'ai fini à l'hôpital », confie-t-il. « Je m'étais protégé pour traiter des tomates avec masque, combinaison et bottes mais le produit s'est infiltré. » Le producteur se souvient « d'un mal de tête atroce » au point de « ne plus pouvoir tenir sur ses jambes ».

À leurs côtés, Carolina Rodriguez, ancienne floricultrice, raconte qu'elle a accouché il y a quelques années de jumeaux nés avec des problèmes de santé.

La référente locale de l'association Mujeres de la Tierra (Femmes de la terre) a aussi connu « plusieurs cama-

rades qui ont fait une fausse couche après avoir travaillé enceintes dans les champs ».

Mais, en Argentine, il n'y a pas de registres pour relever les effets toxiques sur la santé de l'utilisation massive des pesticides ni de loi fédérale postérieure à 1988 pour les contrôler. Un manque criant dans le 3^e pays au monde en surface OGM avec 36 millions d'hectares dont les deux tiers pour le maïs et le soja transgénique, sans compter l'arrivée du blé HB4 approuvé en 2023.

Directeur de l'institut de santé socio-environnementale de la faculté des sciences médicales de l'université nationale de Rosario (UNR), Damian Verzeñassi a développé une méthode à l'ampleur inédite pour documenter les effets des agrottoxiques. Lors de camps de santé, 5.000 étudiants de médecine ont interviewé 140.000 personnes vivant à proximité de zones d'épandages. De quoi informer sur les taux anormalement élevés de cancers, problèmes de thyroïde, stérilité, malformations congénitales et fausses couches. Pour Damian Verzeñassi, cela ne fait plus l'ombre d'un doute, « un écocide est en cours en Argentine », soulignant que « les agrottoxiques tuent toute forme de vie ».

L'Argentine, championne du monde... des pesticides

Rien qu'en 2022, 580 millions de litres de produits agrottoxiques ont été utilisés sur les 36 millions d'hectares agricoles du pays. Le pays au drapeau albicéleste est le champion mondial des pesticides par personne et par an. Ainsi sur 54 aliments essentiels en Argentine, 83 traces de pesticides ont été retrouvées. La moitié est interdite dans l'Union européenne, 75 % étant classés comme perturbateurs hormonaux et 49 % comme cancérogènes selon le rapport *El Plato Fumigado 2024*. Cela ne semble pas effrayer le gouvernement argentin dont le remboursement de sa dette est une priorité. Or, l'agro-industrie représente 55 % des recettes à l'exportation.

Le très pro-business Javier Milei a d'ailleurs signé, le 7 juillet, un décret présidentiel permettant l'usage dérégu-

lé de drones pour l'épandage aérien. Début mai, il signait également un décret annonçant la baisse des droits de douane à l'import pour l'atrazine, le glyphosate et le 2-4-D. Trois agrochimiques interdits dans d'autres parties du monde.

La régulation et le contrôle des usages au niveau provincial posent aussi question. Dans son bureau, à La Plata, le sous-secrétaire du développement agricole de la province de Buenos Aires, Cristian Amarilla, souligne une part du problème : « Dans la province, il y a 135 municipalités et 70 ordonnances différentes (78, NDLR), c'est une difficulté importante pour les agriculteurs », déplore-t-il, et pour ses services de contrôleurs aussi.

La province de Buenos Aires manie la carotte et le bâton

Cristian Amarilla assure que « des amendes lourdes sont imposées » quand des fraudeurs sont pris en flagrant délit. Certaines provinces légifèrent elles-mêmes. C'est le cas de Misiones (Nord) qui va devenir la deuxième province à interdire le glyphosate en 2025, après Chubut (Patagonie) en 2019. Entre Ríos a préféré prendre le chemin inverse en réduisant la distance d'épandage aux zones habitées de 1.000 m à 100 m.

Pour tenter d'encourager les agriculteurs à se convertir à l'agroécologie, le gouvernement de Buenos Aires est à l'initiative d'un « programme unique en Argentine », dévoile le haut fonctionnaire, « pour tenter de préserver [ses] sols » lancé début 2022, qui comprend des tables rondes, animations, cours, un fonds d'aide et des possibilités de défiscalisation. Le programme aurait déjà permis de convertir 40.000 hectares et 700 producteurs de la province de Buenos Aires à l'agroécologie.

Une touche d'espoir, mais sans doute pas le type d'exportation qu'espère envoyer l'Argentine en Europe dans le cadre de l'accord UE-Mercosur signé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vendredi dernier à Montevideo. Le soja, le blé et le maïs OGM argentins ont encore de beaux jours devant eux.

Comme beaucoup de petits producteurs argentins, Aide et Ronald ont recours à des produits agrochimiques pour assurer un rendement optimal et faire face à leurs charges.

© SEBASTIAN MOTTA.



Un écocide est en cours en Argentine, les agrottoxiques tuent toute forme de vie

Damian Verzeñassi
Professeur en santé socio-environnementale

”

Manifestation des agriculteurs ce lundi matin à Bruxelles



© AFP.

Ce sera la première manifestation de l'action « #stopmercotur », on peut s'attendre à ce qu'il y en ait (beaucoup) d'autres. Ce lundi, les agriculteurs vont (re)montrer leur opposition à la signature de l'accord d'échanges commerciaux entre l'Europe et cinq pays d'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay et Bolivie). Des actions menées par un large front commun des associations représentatives des agriculteurs (Fédération Wallonne de l'Agriculture, l'Union des Agricultrices Wallonnes (UAW), avec le soutien du syndicat agricole européen Copage et du Boerenbond). « Cet accord prévoit notamment des avantages tarifaires pour les exportations européennes (automobiles, machines, médicaments) en échange d'un accès élargi au marché européen pour des produits agricoles tels que le bœuf, le poulet et le sucre. Les divergences de normes et standards de production entre les pays européens et ceux du Mercosur ainsi que les effets cumulatifs sur notre modèle agricole familial et sur les consommateurs reflètent l'incohérence, voire la schizophrénie, des politiques de la Commission européenne. Cet accord, avant même sa signature, se révèle déjà obsolète et totalement ignorant des trois piliers de la durabilité – à savoir l'économie, l'environnement et le social » expliquent les futurs manifestants. L'objectif des associations d'agriculteurs est, à ce stade, de sensibiliser les députés européens afin d'atteindre une « coalition de blocage » pour éviter la mise en place de l'accord. Lundi, de 10 h à 12 h, une première manifestation (pas de blocage par tracteurs programmé) est donc prévue dans le quartier européen (Place Jean Rey), en marge du Conseil des ministres européens « Agri-Fish » qui se tient ces 9 et 10 décembre. E.R.